



UNE VOIE EST OUVERTE

Rarement un été aura connu autant d'actions revendicatives à la DGFIP. Dans nombre de départements, très souvent à l'initiative de la CGT Finances publiques et dans une démarche unitaire, des luttes se sont ainsi construites, ayant pour visée le refus d'un service public fiscal et financier laminé, désertant les zones rurales, restructuré à tour de bras au mépris du service à rendre à la population et des conditions de vie et de travail des personnels.

Ardèche, Vaucluse, Côtes d'Armor, Finistère, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Rhône, Bouches-du-Rhône, Côte d'Or, Haute-Garonne, Lot, Morbihan, Nord, Seine-Maritime, La Réunion, Essonne, Var... ont ainsi connu des actions tournées vers le refus de la fermeture ou des concentrations de services, l'exigence des moyens en emplois et de l'amélioration des conditions de vie au travail.

C'est sous injonction gouvernementale, au nom du choix mortifère d'une austérité renforcée destinée à servir les marchés financiers au détriment de l'intérêt général, que l'opération de désagrégation de la DGFIP se mène.

Sans doute consciente des dangers d'un affichage clair de ses choix, la Direction générale et ses Directeurs locaux s'évertuent à masquer leurs desseins auprès de tous leurs interlocuteurs :

- ✓ aux organisations syndicales et aux représentants élus des personnels à qui ils refusent de communiquer le plan d'ensemble des restructurations décidées ;
- ✓ aux agents qui découvrent parfois, au détour des demandes de mutation, que les services souhaités ne sont plus accessibles parce que promis à la fermeture ;
- ✓ à la population, aux élus locaux pour desquels ils déploient une communication hypocrite et bien souvent mensongère qui justifie toutes les régressions entreprises par une volonté « *d'amélioration du service public* ». Peut-être pensent-ils que « *plus le mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru* » mais il y a des limites !

Mais une des données importantes des luttes de l'été, c'est qu'elles se sont largement ouvertes sur la société. En effet, la plupart d'entre elles sollicite et engage les agents mais aussi les élus locaux, les salariés de tous secteurs et la population. Ce cadre contraint souvent l'administration à des reculs.

Pour la CGT Finances Publiques, c'est cette voie ouverte qui doit trouver des prolongements, dès cette rentrée. Il s'agit, tout à la fois :

- de développer les luttes, pied à pied au sein de tous les services, dans toutes les directions, contre la démarche stratégique, la liquidation de la DGFIP, pour la satisfaction des revendications, en faisant jouer les intérêts communs entre agents et population, et en construisant des actions communes ;
- de s'engager avec détermination dans le développement des actions interprofessionnelles pour créer le rapport de forces nécessaire contraignant le gouvernement et le patronat à la négociation sur les revendications des salariés, tous confrontés aux mesures d'austérité.
- C'est cet enjeu majeur que la CGT Finances Publiques veut affronter et dont elle souhaite débattre avec tous les agents dans la campagne de HMI qu'elle organise en cette rentrée.

Montreuil, le 27 août 2015

Syndicat national
CGT Finances Publiques

- Case 450 ou 451
- 263 rue de Paris
- 93514 Montreuil Cedex
- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- dgfip@cgt.fr
- Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

Multiplier et renforcer les actions revendicatives à la DGFIP.

Développer les solidarités de luttes interprofessionnelles...

C'EST LA BONNE VOIE POUR GAGNER ENSEMBLE.